



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan

Lorient, le 04 mars 2026

Nos réf. : GP/E/2026-

Affaire suivie par : Guénaél PINVIDIC
Tél. : 02 90 08 55 35
guenael.pinvidic@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT - SPÉCIALITÉ
INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ECOSITE CROIX IRTELLE à La Vraie Croix (56250).
Examen du porter à connaissance pour l'augmentation temporaire du débit de lixiviats traités

N° Établissement : 55-03739

Référence : Porter à connaissance et lettre d'information, transmis le 25 février 2026

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courrier du 25 février 2026, la société ECOSITE CROIX IRTELLE a transmis à Monsieur le Préfet du Morbihan un dossier de porter à connaissance sollicitant l'augmentation temporaire du débit de rejet des lixiviats traités vers le milieu récepteur.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non, ainsi que le caractère notable ou non de ce projet de modification.

1 – PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DE L'EXPLOITANT

1.1 - Demandeur

Société : S.A.S. ECOSITE CROIX IRTELLE (ECI), siège social situé lieu-dit la Croix Irtelle 56250 La Vraie Croix
Forme juridique : Société Anonyme Simplifiée à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 100 000 €

1.2 – Localisation

L'ECOSITE est localisé au lieu-dit la Croix Irtelle sur la commune de La Vraie Croix.

1.3 – Nature des activités et situation administrative

L'Ecosite de la Croix-Irtelle regroupe :

- Un centre de tri pour notamment élaborer du Combustibles Solides de Récupération (CSR),
- Une plateforme de valorisation de bois,
- Une plateforme de valorisation de mâchefers,
- Une plateforme de valorisation de déchets minéraux,

- Une centrale de production d'électricité et de chaleur à partir de biogaz, qui alimente le réseau breton de transport d'électricité (ENEDIS),
- Un réseau de chaleur local spécialement créé pour l'usine voisine Galliance Elaborés,
- Une Installation de Stockage des Déchets non Dangereux ultimes.

1.4 – Objet de la demande

La société ECOSITE CROIX IRTTELLE exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par arrêté préfectoral du 27 juin 2025. Cet arrêté préfectoral prévoit dans ses articles 2.2.2 et 2.2.6 les modalités de rejet des lixiviats dans le ruisseau le Saint Christophe, et notamment le débit maximal journalier, fixé à 80m³/jour. Le site est équipé de plusieurs bassins de stockage des lixiviats bruts et traités : deux lagunes de stockage des lixiviats bruts de 3700 et 2500m³, une lagune de stockage tampon de 5000m³, une lagune de stockage des lixiviats traités de 9000m³.

Les fortes précipitations de ces derniers mois ont eu pour conséquence un remplissage prématuré des bassins de stockage des lixiviats. Dans ce contexte, et afin de conserver des capacités d'accueil et éviter les débordements, l'exploitant sollicite l'autorisation d'augmenter temporairement le débit de rejet des lixiviats traités dans le cours d'eau le Saint Christophe. La demande porte sur un débit supplémentaire de 80m³/jour jusqu'au 30 avril 2026.

1.5 – Justification de la demande

L'exploitant justifie sa demande par le caractère exceptionnel des intempéries survenues entre janvier et février 2026 et souhaite de ce fait disposer d'une augmentation temporaire du débit de rejet des lixiviats pour retrouver une situation plus habituelle dans la quantité d'effluents stockés et une capacité résiduelle de stockage. Du point de vue qualitatif les effluents qui constitueront ce rejet seront traités par un système d'osmose inverse qui a pour objectif de garantir le respect des valeurs limites de rejet fixées à l'article 2.2.6 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2025. Un dispositif spécifique permettant la mesure du débit et le prélèvement d'échantillons est en place au niveau du point de rejet actuel.

Du point de vue quantitatif l'exploitant démontre que le débit ainsi engendré représente moins de 0,5 % du débit du ruisseau de Saint Christophe pour les mois de janvier et février.

2- RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE SOUMISES À AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

- 2° Ou atteint des **seuils quantitatifs et des critères** fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement] ;
- 3° Ou est de nature à entraîner des **dangers et inconvénients significatifs** pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »

3 - CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION

3.1) Classement ICPE et IOTA

Il n'y a pas d'évolution du classement concernant les rubriques ICPE et IOTA.

3.2) Positionnement par rapport au critère 1 du R. 181-46-I

La demande présentée ne constitue pas une réelle modification des conditions d'exploitation du site. Elle ne génère pas de nouvelle activité, ni d'extension de capacité ou de surface vis-à-vis des seuils de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La modification sollicitée n'entre pas dans les critères de la nomenclature annexée au R.122-2, elle n'est donc pas soumise à évaluation environnementale, ni systématique, ni au cas par cas.

Elle n'est donc pas substantielle au titre du 1^{er} critère de l'article R.181-46-I.

3.3) Positionnement par rapport au critère 2 du R. 181-46-I

L'arrêté du 13 décembre 2019 a abrogé l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement. Il n'y a donc actuellement aucun arrêté du ministre de l'Environnement définissant de seuils et critères au titre du R. 181-46-I critère 2.

La modification n'est donc pas substantielle au titre du critère 2 du R. 181-46 I.

3.4) Positionnement par rapport au critère 3 du R. 181-46-I (dangers et inconvénients supplémentaires par rapport aux intérêts visés par l'article L. 181-3)

L'exploitant démontre que l'autorisation sollicitée n'aura pas pour conséquence d'entraîner de nouveaux dangers et/ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés au L.181-3 du Code de l'Environnement.

Le site a été équipé d'un dispositif d'osmose inverse qui permet une bonne performance d'épuration des lixiviats. Un dispositif spécifique permettant la mesure du débit et le prélèvement d'échantillons est en place au niveau du point de rejet actuel. Le débit supplémentaire attendu représente moins de 0,5% du débit du ruisseau en janvier et février, ce qui est marginal. La demande porte sur une période limitée à 60 jours jusqu'au 30 avril 2026 pendant cette période hivernale et vise à permettre au site de retrouver une capacité résiduelle de stockage en cas de nouvelles intempéries.


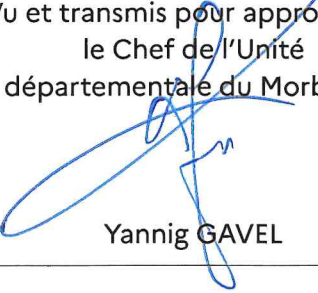
La modification n'est donc pas substantielle au titre du critère 3 du R. 181-46 I.

4- ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Après lecture du porter à connaissance, l'inspection rejoint les conclusions de l'exploitant, considérant la modification comme non substantielle. Le dispositif d'osmose inverse permettra d'obtenir une bonne performance d'épuration des lixiviats avant rejet afin de protéger le milieu récepteur. Le débit supplémentaire attendu reste marginal par rapport au débit actuel du cours d'eau le Saint Christophe. L'exploitant a sollicité une augmentation du débit durant une période de 60 jours jusqu'au 30 avril 2026. Afin de tenir compte d'éventuels aléas de fonctionnement l'inspection propose d'autoriser l'augmentation des débits de rejet jusqu'au 30 avril 2026, qui peuvent ne pas être continus. Ces rejets sont autorisés hors période d'étiage soit jusqu'au 1^{er} mai, date à partir de laquelle il n'est plus autorisé à rejeter au milieu.

Compte tenu des mesures proposées par l'exploitant, permettant de préserver les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement et considérant que cette demande ne constitue pas une modification substantielle au sens des critères définis par l'article R. 181-46, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Morbihan d'autoriser la société ECOSITE CROIX IRTELLE à augmenter les débits des rejets de lixiviats de manière temporaire. Pour ce faire un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées  Guénaël PINVIDIC		
Vu et transmis pour approbation le Chef de l'Unité départementale du Morbihan  Yannig GAVEL		